TERMES DE REFERENCES

|  |
| --- |
| TITRE DE LA CONSULTATION : Consultant national pour une Evaluation et capitalisation des résultats du programme conjoint FAO-PAM-UNICEF-PNUD en soutien à l’alimentation scolaire SOURCE DE FINANCEMENT : Grant SC220499 - 4590/A0/05/884/002/004TYPE DE CONTRAT : Contrat de consultant individuel |
|  | LIEU D’EXECUTION DU CONTRAT : Région du Plateau Central, province du Ganzourgou |
| CONTEXTE ET JUSTIFICATION : Depuis 2016, le pays est confronté à une crise sécuritaire puis sanitaire sans précédent, rendant impérative la réorganisation des appuis et la synergie inter-agences autour des programmes du Gouvernement. L'alimentation et la nutrition scolaires dans les contextes de crise font partie intégrante des opérations de relèvement et fournissent des filets de sécurité qui visent à sauver des vies, à promouvoir le relèvement et à autonomiser les personnes et les communautés touchées par les situations d'urgence. Les plateformes alimentaires et nutritionnelles des écoles constituent une base importante pour la réponse aux crises et l'aide humanitaire. C’est la raison pour laquelle, en appui à l’Initiative Présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » et au Programme National d'Alimentation et de Nutrition Scolaires, le système des Nations Unies s’est engagé à mettre en place un programme intégré très ambitieux de soutien à l’alimentation scolaire. Afin de disposer d’un modèle et d’une expérience pour une mise en œuvre réussie de ce vaste programme, le système des Nations Unies au Burkina Faso a bénéficié d’un appui du Joint SDG FUND d’une valeur de 250,000 USD, pour initier un programme intégré pilote dans deux écoles de la commune de Zorgho, région du Plateau central, à savoir Nabitenga et Bouglem qui sont toutes deux des écoles de qualité amies des enfants (EQAmE). Le programme conjoint est mis en œuvre par l’UNICEF, la FAO, le PAM et le PNUD sous le leadership du bureau de la Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies.La durée de cette phase pilote est de six mois (Juillet à décembre 2022) et son but est d’aider à l'institutionnalisation d’un modèle de cantine scolaire durable. Ce programme conjoint vise les objectifs suivants : (i) l’approvisionnement des écoles en aliments sains et nutritifs grâce à un soutien à la production, la transformation, la conservation et l’approvisionnement ; (ii) le renforcement des services de soutien à l’alimentation scolaire diversifiée, équilibrée et appropriée et (iii) le renforcement des capacités de gouvernance du programme national d’alimentation scolaire.Les présents TDRs visent à sélectionner un consultant individuel national ayant les capacités techniques et l’expérience requises pour évaluer et capitaliser les résultats du projet intégré dans l’alimentation scolaire. |
| OBJECTIFS ET PORTEE : Les objectifs de l’évaluation visent à vérifier les acquis du programme, y compris les défis, identifier les leçons apprises au niveau stratégique et opérationnel, identifier les bonnes pratiques en matière d’alimentation scolaire intégrée et fournir des recommandations pour le renforcement des résultats du programme dans le futur. En d’autres termes il s’agit de disposer d’évidences sur l’état de mise en œuvre du projet tel que planifié, d’apprécier la pertinence, l’efficacité, l’efficience et la viabilité, conformément aux quatre critères de l’OCDE/CAD ainsi qu’un cinquième additionnel des standards de l’UNICEF sur le genre, l’équité et les droits humains.Pour atteindre ces objectifs, le/la consultant (e) procédera à une revue documentaire qui couvrira l’ensemble des actions mises en œuvre dans les communautés des deux localités abritant le programme. La collecte de données sera menée dans la capitale et dans la région du Plateau centrale principalement. Le nombre exact des localités et sites à visiter sera déterminé par le consultant dans l’offre technique conformément à la stratégie d’échantillonnage retenue (cette stratégie doit permettre de fournir des preuves robustes). L’évaluation couvrira toutes les activités mises en œuvre entre juillet 2022 et décembre 2022.Cette évaluation a deux buts principaux : la redevabilité et l’apprentissage. **Redevabilité :**Cette évaluation rendra compte des résultats (soit prévus ou non prévus) qui ont été atteints par le programme conjoint, auprès des bailleurs ainsi que des bénéficiaires attendus des programmes qui font l’objet de cette évaluation. L’équipe du programme conjoint fournira les données de base pour tous les indicateurs du programme. **Apprentissage :**Cette évaluation informera le système des Nations Unies au Burkina Faso du développement du modèle de cantine scolaire durable et performante et guidera les agences impliquées, à savoir le PAM, la FAO, le PNUD et l’UNICEF à mieux répliquer ce modèle d’intervention dans les autres régions du pays ciblées par l’initiative présidentielle. |
| ACTIVITES PLANIFIEES :Sous la supervision de la Chef de la Section Education de l’UNICEF au Burkina Faso et en collaboration proche avec l’équipe conjointe en charge du programme, le/la consultant(e) devra :* S’approprier le dossier technique du programme (document de programme, rapports, modules et tous autres documents pertinents) ;
* Définir une méthodologie pour l’évaluation des résultats permettant de mettre en exergue les aspects de redevabilité et d’apprentissage ;
* Préparer un rapport de démarrage sur la base d’une revue documentaire et/ou d’entretiens préliminaires avec les points focaux du programme ;
* Capitaliser et évaluer les résultats selon les standards et 5 critères dont les 4 de l’OCDE/CAD. Il s’agit de la pertinence, de l’efficacité, de l’efficience et de la durabilité. Le cinquième additionnel porte sur le genre, l’équité et les droits humains ;
* Produire un rapport provisoire qui fera l’objet d’une validation par les agences et un comité technique placé sous la responsabilité du DREPPNF du Plateau central ;
* Produire un rapport final prenant en compte les amendements de l’atelier de validation.
 |
| LIVRABLES CLÉS/CALENDRIER DE PAIEMENT:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| # | Livrables | Nombre de jours  | Echéancier de paiement |
| 1 | Plan de travail détaillé sur la mission, y compris le calendrier des réunions consultatives | 1 | 30% |
| 2 | Méthodologie et outils de capitalisation et d’évaluation du programme  | 1 |
| 3 | Réunions consultatives avec le DREPPNF et ses équipes pour discuter des goulots d'étranglement et des bonnes pratiques enregistrées pendant la mise en œuvre du programme  | 1 |
| 4 | Préparation et présentation d’un rapport de démarrage | 3 |
| 5 | Conduite des enquêtes sur le terrain | 4 | 30% |
| 6 | Préparation et transmission du Rapport provisoire | 7 |
| 7 | Présentation suivie d’amendement et validation du Rapport provisoire | 1 | 40% |
| 8 | Prise en compte des amendements et production du Rapport final | 3 |
|   | Total | 21 jours |   |

 |
| QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES :Education* Être titulaire d’un Master en Sciences Sociales, Suivi et Evaluation, Gestion de Projets ou domaine connexes à la recherche scientifique qualitative et quantitative.

Expérience professionnelle* Expérience avérée dans l’évaluation de programmes et projets (soumission de 2 échantillons d’évaluation comprenant des méthodologies qualitatives et quantitatives) ;
* Expérience avérée dans l’évaluation de projet de développement mis en œuvre au Burkina Faso (soumission de 2 échantillons d’évaluation comprenant des méthodologies qualitatives et quantitatives) ;
* Expérience antérieure dans l’évaluation de projet dans le domaine de l’éducation et si possible dans l’alimentation scolaire est un atout ;
* Connaissance du Système des Nations Unies et de ses procédures est un atout.

Langues* Excellente capacité rédactionnelle en français (soumission de 2 échantillons de rapports d’évaluation rédigés par le consultant) ;
* Maitrise des langues locales dans la région du Plateau Central au Burkina Faso est un atout.

Autres compétences* Avoir une capacité d’analyse, de négociation et de plaidoyer ;
* Être capable de prendre des initiatives et faire preuve de disponibilité et du sens des responsabilités ;
* Avoir une solide expérience du travail sur le terrain notamment une capacité d’adaptation en région rurale ;
* Avoir une expérience significative du travail en équipe dans un environnement multiculturel au sein et en dehors de l’organisation ;
* Avoir une autonomie dans la conduite des activités avec des échéances très limitées.
 |
| COUT ET BUDGETLe consultant devra présenter une proposition financière libellée en francs cfa incluant tous les coûts liés à cette consultance (Honoraires, Frais de déplacement pour les missions sur le terrain, Per Diem pour missions sur le terrain (DSA), Frais de Communication et Internet). Le consultant sera payé sur la base des montants honoraires et autres frais convenus dans l’offre financière acceptée par l’UNICEF.   |
| CONDITIONS DE TRAVAIL : Le candidat retenu sera basé à Ouagadougou et s’organisera pour assurer les enquêtes et entretiens avec ses propres outils de travail.Il va utiliser son ordinateur portable et outils informatiques personnels. Il utilisera ses propres outils de travail lorsqu’il sera à distance. Il utilisera les moyens logistiques fournis par le Bureau UNICEF pour ses déplacements professionnels (Espace de travail, Fournitures de Bureau). Durant la période du contrat, le/la consultant(e) sera assujettis(e) aux dispositions en vigueur à l’UNICEF relatives à la sécurité, au respect des règles, normes et procédures régissant le personnel des Nations Unies et l’UNICEF en particulier et aussi celles relatives à la Covid-19.En postulant pour cette consultance, les candidats sont conscients qu'ils peuvent être amenés à travailler dans des zones difficiles où les conditions de sécurité peuvent se détériorer à tout moment pour des raisons indépendantes de la volonté de l'UNICEF.Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérés comme des " membres du personnel " au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois locales ou autres lois applicables. En postulant pour cette consultation, les candidat(e)s sont conscient(e)s qu’ils ou elles pourraient être amené(e)s à travailler dans des zones difficiles où les conditions sécuritaires peuvent se détériorer rapidement sans que l’UNICEF n’ait aucun contrôle.Les candidats sélectionnés sont soumis à la confirmation d'une vaccination complète contre le SRAS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant l'entrée en fonction. Elle ne s'applique pas aux consultants qui travailleront à distance et ne sont pas censés travailler ou visiter les locaux de l'UNICEF, les lieux d'exécution des programmes ou interagir directement avec les communautés avec lesquelles l'UNICEF travaille, ni voyager pour exercer des fonctions pour l'UNICEF pendant la durée de leur contrat de consultant.L'UNICEF propose des aménagements raisonnables pour les consultants handicapés. Il peut s'agir, par exemple, de logiciels accessibles, d'une aide au voyage pour les missions ou d'accompagnateurs personnels. Nous vous encourageons à divulguer votre handicap lors de votre candidature au cas où vous auriez besoin d'aménagements raisonnables pendant le processus de sélection et par la suite dans votre mission |
| SOUMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE Les personnes intéressées devront soumettre :* **Une offre technique composée de :**
	+ un CV détaillé faisant ressortir les compétences académiques, l’expérience professionnelle et tout autre information utile pour ce dossier ;
	+ la copie certifiée du diplôme, attestation de travail ou de bonnes fins des services ;
	+ Une note méthodologique dans laquelle le/la candidat(e) décrira la méthodologie qu’il mettra en œuvre pour mener à bien les missions qui lui seront assignées dans le cadre de cette consultance en veillant à la qualité des livrables et au respect des délais
	+ Un ou des exemples (fournir le/les liens vers les documents publiés) de productions similaires, pour le système des Nations Unies.
* **Une offre financière en Francs CFA indiquant clairement :**
	+ Les honoraires journaliers,
	+ Les frais de déplacement pour les missions sur le terrain
	+ Les perdiems pour les missions sur le terrain
	+ Les frais de communication et d’internet

Les offres incomplètes ne seront pas prises en compte. En règle générale, les honoraires payables à un consultant ou à un entrepreneur individuel suivent le principe du « meilleur rapport qualité-prix », c’est-à-dire l’obtention du résultat souhaité au coût le plus bas possible. |
| INSTRUCTIONS SPECIFIQUES : Le consultant planifiera sa mission selon le calendrier établi. La durée totale de la consultation est de 21 jours ouvrables. La période de la consultation s’étend sur les mois de janvier et février 2023. |
| ÉVALUATION DU TRAVAILLes Indicateurs de performance pour l'évaluation des résultats seront basés sur :1. Compétence technique et professionnelle (qualité des produits livrés à l'UNICEF) ;
2. Étendue des travaux (par exemple, nombre de réunions avec les spécialistes) ;
3. Qualité du travail (qualité des versions provisoires de tous les documents susmentionnés et intégration des commentaires fournis par le comité technique en charge du programme) ;
4. Quantité de travail (accomplir les tâches indiquées dans le tableau ci-dessus dans les délais impartis).

En outre, des indicateurs tels que les relations de travail, la responsabilité, la recherche de résultats et la communication seront pris en compte lors de l'évaluation du travail du consultant. |
| CRITERES D'ÉVALUATION DES CANDIDATURESL’évaluation des candidatures va être faite en 4 étapes**a) Critères d'évaluation administrative :**1. Un document d'identification comportant la photographie du candidat (CNIB ou Passeport) ................... Eliminatoire 2. Une copie légalisée du diplôme …………………………………………………………… Eliminatoire3. Une copie du Relevé d’Identité Bancaire (RIB) datant de moins de 2 mois fournie sur papier entête émis par une banque agréée et reconnue par Système des Nations Unies, indiquant clairement les noms et prénoms du bénéficiaire, le numéro de compte et les informations requises pour effectuer un paiement local ……………….......... Eliminatoire**b) Critères d’évaluation technique**Elle va être faite selon les critères ci-dessous et ne concerne que les candidats administrativement qualifiés

|  |  |
| --- | --- |
| Critères | Max. Point |
| TECHNICAL QUALIFICATION  | 100 |
| Être titulaire d’un diplôme de Master en Sciences Sociales, Suivi et Evaluation, Gestion de Projets ou domaines connexes à la recherche scientifique qualitative et quantitative | 0 |
| Qualité et pertinence de la note méthodologique | 30 |
| Expérience avérée dans l’évaluation de programmes et projets (soumission de 2 échantillons d’évaluation comprenant des méthodologies qualitatives et quantitatives) | 25 |
| Expérience antérieure dans l’évaluation de projets dans le domaine de l’éducation et si possible dans l’alimentation scolaire   | 25 |
| Connaissance du Système des Nations Unies et de ses procédures  | 10 |
| Excellente capacité rédactionnelle en français (soumission de 2 échantillons de rapport d’évaluation rédigé par le consultant) | 10 |
| Total  |  |

**Les candidats qui auront obtenu une note minimale de 70 points sur 100 a l’évaluation technique seront considérés comme techniquement qualifies**.**c) Evaluation Financière**Seules seront ouvertes les offres financières des candidats ayant obtenu au moins 70 points/100 à l’évaluation technique. L’évaluation financière la moins disante des candidats techniquement qualifiés obtiendra la note de 30 points. Si nous désignons l’offre financière la moins disante par A, les autres offres financières seront évaluées comme suit : Offre financière A divisée par offre financière du soumissionnaire considéré et le résultat obtenu est multiplié par 30. Soit, l’offre financière la moins disante X 30 / offre financière du soumissionnaire. **d) Évaluation finale** :L’évaluation finale combinera les deux évaluations précédentes à raison d’une pondération de 70% pour l’évaluation technique et de 30% pour l’évaluation financière. |
| FORMALITES ADMINISTRATIVES* Le/la consultant (e) devra fournir avant signature du contrat les documents suivants :
* 1 formulaire « Health Statement » dument rempli et visé
* 1 certificat médical de bonne santé
* 1 formulaire de désignation des bénéficiaires pour l’assurance MAIP
* 1 preuve d’assurance maladie pour la période de la consultation
* 1 formulaire d’enregistrement dans la base de données des consultants « Vendor » dument rempli et signé
* 1 copie du certificat de formation en ligne « BSAFE»
* 1 copie du certificat de formation en ligne « Prevention of Sexual Harassment and Abuse of Authority »
* 1 copie du certificat de formation en ligne « Prevention of Sexual Exploitation and Abuse (PSEA)»
* 1 copie du certificat de formation en ligne « Ethics and Integrity at UNICEF»
* 1 formulaire d’auto-déclaration de vaccination contre la Covid-19, avec preuve de vaccination
 |
| DATE SOUHAITEE DE DEBUT DE CONTRAT : 3 janvier 2023 |
| DATE DE FIN DE CONTRAT : 13 février 2023 |